

BRÈVES ÉCONOMIQUES AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BOGOTÁ

N° 27 – 1^{er} juillet 2022.

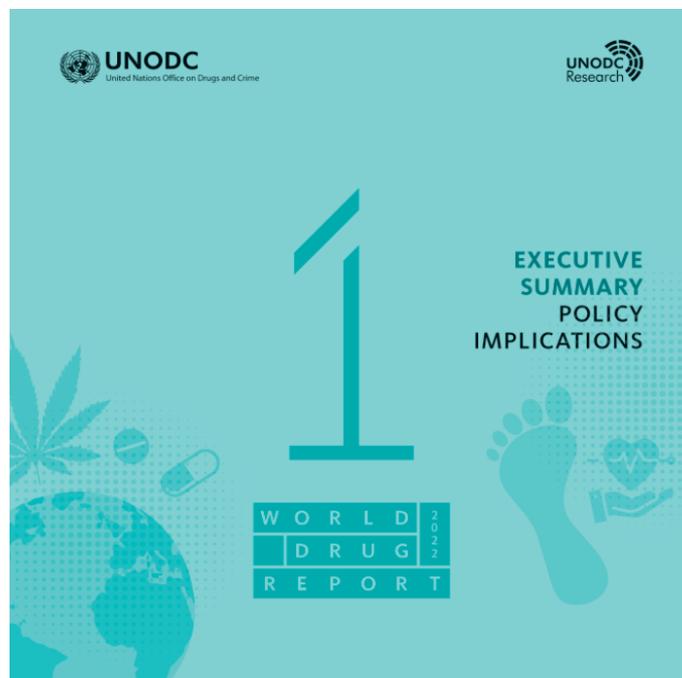
En bref

L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime va publier à la fin du mois de juillet son étude annuelle sur la culture de coca en Colombie. **Pour le moment, les données indiquent que la surface des cultures de coca a augmenté de 10% en 2021 (143 000 hectares en 2020 contre 160 000 en 2021), après une diminution fin 2018.** Par ailleurs, la productivité par hectare augmente, ce qui accroît la production globale. La lutte contre les drogues faisait partie des lignes directrices de la politique du président Ivan Duque. Ces résultats signent donc l'échec des mesures gouvernementales de substitution de culture. **La Colombie reste le premier pays producteur de coca et de cocaïne au monde.**

LE CHIFFRE À RETENIR

10%

Les plantations de coca augmentent de 10% en 2021 en Colombie.



Zoom sur

Fin juin, la Bolivie, le Brésil, la Colombie, l'Équateur, le Guyana, le Paraguay, le Pérou, le Suriname et l'Uruguay ont signé un accord, la Déclaration de Brasilia, pour lutter contre le crime organisé au niveau transnational dans la région, avec l'appui d'Interpol. L'objectif est d'accroître la coopération entre les pays signataires afin d'échanger des informations et de coordonner les opérations. L'Amérique latine est la région du monde avec les taux de violence et d'homicide les plus élevés au monde.



BOLIVIE

Le secteur de la restauration a crû de 31% en 2021.

Le secteur a enregistré des ventes de 477 MUSD en 2021 (contre 363 MUSD en 2020). Selon le MEFP, cela témoigne de la reprise de l'économie bolivienne, marquée par une forte demande pour les repas au restaurant et les services de livraison.

YPFB fait appel à l'entreprise française Beicip Franlab pour la récupération du pétrole.

L'entreprise française a signé un accord avec la compagnie pétrolière publique YPFB pour le projet dénommé « Évaluation des champs de récupération améliorée-Étape I ». Il s'agit d'un projet « d'Enhanced Oil Recovery » (EOR), prévoyant l'utilisation de techniques de haute technologie pour récupérer les restes de pétrole dans les puits pétroliers.

BoA incorporera 7 nouveaux avions dans sa flotte cette année.

Le PDG de la compagnie aérienne nationale, Ronald Casso, a annoncé le calendrier d'incorporation de 7 nouveaux avions acquis en leasing (loués avec option d'achat). Les deux premiers avions arriveront en juillet, un autre en août, deux en septembre et deux autres avant la fin de l'année. M. Casso estime qu'avec les fréquences accrues, les prix des billets devraient se réduire. Il a également informé que

66% de la dette de 43 MUSD accumulée par la compagnie durant la pandémie a été remboursé et que le solde a fait l'objet d'une reprogrammation.

COLOMBIE

L'inflation atteint 9,67% en juin, la Banque centrale colombienne augmente de nouveau son taux directeur.

C'est le plus haut taux d'inflation en glissement annuel depuis 22 ans. Par rapport à juin 2021 (3,63%), l'inflation augmente de plus de 6 points. La hausse des prix est principalement tirée par les biens alimentaires (23,65%), ainsi que les locations et les services publics (5,88%). Afin de lutter contre l'inflation, la Banque centrale colombienne a décidé d'augmenter de nouveau son taux directeur, qui se situe désormais à 7,5% (contre 6% auparavant). Cela représente une augmentation de 575pb depuis septembre 2021.

Grâce à ses entreprises, la France est le pays qui génère le plus d'emplois en Colombie.

La France est le premier employeur étranger en Colombie, comme l'a rappelé l'Ambassadeur S.E. Frédéric Doré. Plus de 250 entreprises françaises sont implantées dans le pays, et génèrent près de 150 000 emplois. Elles sont présentes dans des secteurs variés : industrie, agriculture, services, énergies renouvelables ou encore infrastructures et transports. La coopération entre les deux pays dépasse la



présence économique et s'inscrit également dans la lutte contre le dérèglement climatique, le développement de la paix en Colombie ou la coopération académique. Il y a 6 mois, les deux pays ont signé une déclaration commune sur l'hydrogène « vert » afin de développer cette énergie en Colombie.

Le nouveau gouvernement de Gustavo Petro réfléchit à sa réforme fiscale.

Le nouveau gouvernement souhaite proposer une réforme fiscale unique, comme annoncé par le nouveau Ministre des Finances, José Antonio Ocampo. L'objectif affiché de la réforme est d'augmenter les recettes de l'Etat afin de réduire le déficit et d'accroître les dépenses sociales. La réforme fiscale réduirait les impôts sur les entreprises tout en augmentant ceux sur les personnes physiques. Elle ne devrait pas avoir d'incidence sur les foyers les plus pauvres selon le ministre. Une réforme fiscale a déjà eu lieu en septembre 2021, mais le niveau de collecte fiscale (20% du PIB, soit en-dessous de la moyenne régionale qui se situe à 27%) reste insuffisant pour mettre en place des réformes sociales, nécessaires à la réduction des inégalités. Actuellement, seulement 5% des Colombiens paient l'impôt sur le revenu, tandis que l'impôt sur les sociétés (à 35%) constitue les 2/3 de la collecte fiscale.

ÉQUATEUR

Les manifestations prennent fin et les négociations débutent.

Après 18 jours de manifestations, le gouvernement et le mouvement indigène ont convenu de la tenue de négociations pour trouver des accords sur les 10 revendications des leaders indigènes. Parmi ces demandes figurent la baisse de 25 centimes supplémentaires du prix du gallon de combustible et le rééchelonnement des dettes pour 4 millions de personnes dans le secteur financier privé et public. A la suite des manifestations, 4 ministres ont démissionné, dont le ministre des finances. Il a été remplacé par le gouverneur de la province du Guayas, Pablo Arosemena.

La croissance pour 2022 pourrait être plus faible que prévu.

La Banque centrale a maintenu ses prévisions de croissance pour l'année 2022, à 2,8%. Elles pourraient néanmoins être revues à la baisse à la rentrée, une fois que les conséquences des mobilisations seront chiffrées (à ce stade le gouvernement estime des pertes équivalentes à 1 Md USD). En revanche, la Banque centrale a indiqué une augmentation de la croissance de 3,8% au T1 2022, portée par la consommation des ménages (+6,7%), la dépense publique (+6,5%) et l'investissement (+4%).

GUYANA

La dynamique de croissance du pays continue au Q1 2022.

Sur les quatre premiers mois de 2022, la croissance du pays se maintient et son économie se montre résiliente, malgré les effets de la pandémie et du conflit en Ukraine. La



croissance résulte de la fin des restrictions sanitaires dans le pays, permettant à tous les pans de l'économie de reprendre leur activité pré-pandémique. Le secteur agricole connaît ainsi une croissance importante avec les activités forestières (+80%), bien que les cultures de riz et de sucre diminuent (-53% et -48%). La production de pétrole diminue très légèrement, mais devrait augmenter prochainement avec l'ouverture de l'unité de production de Liza. Les prévisions actuelles de croissance de la Banque centrale du Guyana pour 2022 s'élèvent à 49,6% pour le secteur pétrolier et à 7,5% pour les secteurs non-pétroliers.

Petrobras achète du pétrole brut au Guyana pour la première fois.

Le Brésil cherche à diversifier ses fournisseurs et a donc récemment acheté du brut guyanais pour la première fois (1M de barils), en provenance de la nouvelle unité de production de pétrole Liza. Le Guyana possède les 17èmes plus grandes réserves de pétrole au monde (environ 11 Mds de barils de pétrole) soit presque autant que le Brésil (plus de 12 Mds de barils).

PÉROU

La grève des transporteurs prend fin à la suite de l'accord entre le gouvernement et les grévistes.

Lundi 4 juillet, une grève a eu lieu au niveau national dans les secteurs du transport de marchandises et de passagers (interprovincial

et urbain). L'impact à Lima-Callao a été limité car cette grève a été peu suivie dans la capitale. Le ministère des Transports et des Communications (MTC) a toutefois trouvé un accord avec les grévistes, impactés par la hausse des prix des carburants. Le MTC s'est engagé à trouver une solution pour le refinancement des dettes contractées pendant la pandémie (durant laquelle l'activité était limitée) et à prolonger les autorisations de fonctionnement des entreprises de transport. Le remboursement de 70% de l'ISC (impôt sélectif à la consommation) sur les carburants devrait être prolongé jusqu'en 2025 et bénéficier au transport de marchandises comme de passagers. En outre, les entreprises formelles devraient bénéficier d'une réduction des tarifs des péages (elles ne paieront que 40% du prix pendant 4 mois).

SURINAME

La Banque centrale du Suriname ne recevra les 60 MUSD du FMI prévus pour juin qu'en septembre.

Cela s'explique par le report au 1^{er} janvier 2023 de la mise en place de la TVA dans le pays, initialement prévue pour ce 1^{er} juillet 2022. Le gouvernement a en effet décidé de ne pas appliquer la TVA dès juillet, afin de ne pas augmenter les prix déjà élevés du fait du conflit en Ukraine. Les fonds devraient être versés après une évaluation en septembre. Ils seront couplés à un autre versement, et s'élèveront donc à près de 125 MUSD.



VENEZUELA

L'assemblée nationale vénézuélienne approuve la mise en place de ZES pour attirer des investissements étrangers.

Ce jeudi 30 juin, le Parlement vénézuélien a approuvé une loi organique concernant la création de Zones Economiques Spéciales (ZES) au Venezuela. L'objectif de la loi est d'attirer les investissements étrangers sur ces territoires, grâce à des lois fiscales et douanières plus libérales. Les entreprises qui peuvent s'y implanter sont celles des secteurs agroalimentaire, industriel, aéronautique, énergétique, financier et technologique. La loi sera revue par le pouvoir exécutif avant d'être approuvée.

L'économie souterraine crée presque 10 Mds USD au Venezuela, soit 21% du PIB.

Cette dernière concerne principalement le trafic de drogues, d'or et d'hydrocarbures, ainsi que les activités illégales dans les ports et les douanes. Le trafic de drogue représente ainsi près de 4,9 Mds USD. Concernant l'or, près de 75% de la production (soit 1,8 Mds USD) serait vendue de façon illégale. Selon l'ONG *Transparencia Venezuela*, ces échanges illégaux seraient facilités par la protection de fonctionnaires corrompus. L'ONG estime que le Venezuela est devenu un des lieux majeurs du crime organisé dans la région.

Les exportations de brut ont atteint 487 000 barils/jour en juin.

Cela représente une augmentation de 112% par rapport aux exportations de mai (229 000 barils/jour), pour un montant total de 612 MUSD. Les ventes se dirigent à 80% vers la Chine, 13% vers l'Espagne, 5% vers l'Italie (avec le remboursement des dettes à Eni et Repsol) et à 2% vers Cuba. Cela reste loin de l'objectif fixé par le Ministère du pétrole du pays, qui visait une moyenne de 830 000 barils/jour en 2022. Pour rappel, le Venezuela détient les premières réserves mondiales prouvées de pétrole brut, mais ses ventes sont très affectées par les sanctions américaines et le manque d'entretien des infrastructures.

Plus de la moitié des transactions sont encore réalisées en devises étrangères.

Le gouvernement a récemment mis en place un nouvel impôt sur les grandes transactions financières afin de lutter contre l'utilisation de devises étrangères et en particulier du dollar. Toutefois, la dollarisation reste importante: la grande majorité des prix des biens et services sont encore fixés en dollars américains. Le processus pourrait prendre plusieurs années, en particulier du fait de l'hyperinflation que connaît le pays. En effet, beaucoup de Vénézuéliens ont peur de revenir au bolivar, dont l'utilisation est associée à une forte hausse des prix dans le pays. Si le taux de change se stabilise et que la confiance avec les habitants se rétablit, le bolivar pourrait être de plus en plus utilisé.



Indicateurs de la semaine

Niveaux d'inflation en glissement annuel en juin

Pays	Taux d'inflation en glissement annuel en juin	Commentaires
Argentine	60,7% (donnée de mai)	Plus haut niveau depuis 1992
Bolivie	1,8%	
Brésil	12,04%	
Chili	11,6% (donnée de mai)	
Colombie	9,67%	Plus haut niveau depuis 2000
Equateur	4,23%	Plus haut niveau depuis 2015
Pérou	9,32%	Plus haut niveau depuis 1997
Venezuela	170%	

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international